

LES MARCHES LOCAUX DU TRAVAIL. THEORIES ET APPLICATIONS AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT

UNE INTRODUCTION

Yves ZENOU*

Une des faiblesses du modèle néoclassique est de négliger l'espace en tant que catégorie spécifique dans les modèles économiques. En fait, la dimension spatiale a été considérée simplement comme un indice de plus dans la définition d'un bien économique. Or l'espace implique des non-convexités trouvant leurs origines dans le fait que par exemple les agents n'ont pas le don d'ubiquité. En conséquence, les théorèmes d'existence d'un équilibre général à la Arrow-Debreu ne sont pas applicables. C'est la raison pour laquelle on doit faire appel à l'économie spatiale en tant que discipline propre dès que l'on cherche à appréhender certains problèmes, notamment ceux inhérents au marché du travail et à la migration.

L'économie spatiale cherche à répondre à la question suivante : qui (ou quoi) se localise où? *Qui (quoi)* sont les agents économiques (les équipements) tels qu'entreprises et ménages. Quant aux lieux, ils désignent des zones géographiques variées qui peuvent aller de la ville à un marché commun, en passant par les collectivités territoriales et les régions. Dès lors, on peut affirmer que le programme de recherche connu sous le vocable d'économie spatiale s'efforce de comprendre le *pourquoi* de la localisation des différentes activités économiques. Il

* ERMES, Université Panthéon-Assas et CORE, Université Catholique de Louvain.
Je tiens à remercier Hillel Rapoport et Jacques Thisse pour leur commentaires très pertinents qui ont permis d'améliorer cette introduction.

essaie en outre d'évaluer les multiples conséquences de ces décisions sur l'organisation territoriale de l'économie.

L'économie du travail, quant à elle, étudie l'ensemble des transactions relatives à l'échange de services de travail par un individu contre un salaire (Cahuc et Zylberberg, 1996). Elle s'intéresse avant tout au chômage, à la politique de gestion de la main d'oeuvre des entreprises et au rôle des institutions.

Malheureusement, peu de recherches ont tenté de réunir ces deux approches (Zenou, 1996). Or, la réponse à de nombreuses interrogations qui intéressent aujourd'hui notre société se trouve précisément à l'intersection de ces deux domaines de recherche. En particulier, l'analyse économique des marchés locaux du travail et de la migration ne peut pas être comprise sans une analyse spatiale du marché du travail (Thisse et Zenou, 1997).

Il est empiriquement vérifié que le marché du travail est, dans la plupart des pays, segmenté sur une base géographique. Dans la grande majorité des cas, les travailleurs, mais aussi les entreprises, ne prospectent que sur des marchés régionaux admettant une taille très inférieure à celle du marché national. Une telle segmentation se retrouve également au niveau des professions qui cherchent à s'organiser au sein d'associations ou de syndicats à finalité professionnelle.

Dans le modèle néoclassique standard, les acteurs économiques ne choisissent pas les agents avec qui ils échangent des biens ou du travail. Au contraire, ils opèrent sur un marché anonyme où les agents sont supposés intervenir sans distinction aucune. Selon ce modèle, l'existence de marchés regroupant certains acteurs procédant directement à des échanges entre eux et à l'exclusion des autres, n'a donc pas de raison d'être. Or, l'existence de tels marchés est un fait bien établi au niveau empirique. Cela suggère un dépassement du modèle standard qui reconnaisse l'existence de marchés séparés où se retrouvent certains agents. Un tel dépassement devrait également intégrer la taille du marché comme variable clé puisque c'est son extension même qui en limite la réalité (Thisse et Zenou, 1997).

Il est raisonnable de penser que l'existence de marchés locaux du travail repose sur l'hétérogénéité professionnelle et/ou géographique de la force de travail. Ces deux caractéristiques, bien qu'en apparence naturelles, ont en fait rarement été retenues dans les théories en économie du travail où l'espace est absent, tandis que la force de travail y est le plus souvent considérée comme homogène. L'hétérogénéité des agents est, semble-t-il, nécessaire pour comprendre la nature des interactions privilégiées qui s'établissent au sein d'un marché local ; en

revanche, cette hétérogénéité peut être exogène ou endogène au mécanisme d'interaction.

Une autre caractéristique de l'espace, et par conséquent des marchés locaux, est que l'hypothèse de concurrence pure et parfaite devient tout simplement intenable (Scotchmer et Thisse, 1993). Lösch, avec sa représentation de l'espace en une partition d'aires de marché emboîtées, avait déjà souligné le fait que la concurrence spatiale était de nature oligopolistique. Cette définition des marchés locaux du travail admet cependant un certain nombre de limites tenant au fait que les agents sont supposés localisés. La reconnaissance de la mobilité géographique des firmes et des travailleurs peut modifier considérablement la structure de ces marchés.

C'est dans cet esprit que s'est développée la théorie des migrations dans les pays en développement (PED). L'un des modèles fondateurs des économies duales avec migration dans les PED a été proposé par Lewis (1954). Celui-ci part de l'hypothèse que, dans les zones rurales, la productivité du travail est nulle alors qu'elle est strictement positive en ville, générant ainsi un surplus du travail. Dans ce cadre, le processus de migration est socialement souhaitable puisque le déplacement des ressources humaines à partir des zones rurales vers les zones urbaines entraîne une augmentation rapide du produit marginal urbain provoquée par l'accumulation du capital et du progrès technologique. Ceci conduit à une meilleure allocation des ressources et, surtout, à la disparition du chômage. Cette vision, qui ne cadre pas avec la réalité, a rapidement été abandonnée pour laisser place à des modèles avec sous-emploi. A la suite de Todaro (1969) et de Harris et Todaro (1970), ces modèles ont essayé de faire le lien entre théorie de la prospection d'emploi (prise en compte du risque) et théorie de la migration (prise en compte de l'espace). La décision de migrer ne se déroule plus en une étape mais en deux étapes, avec une période de transition nécessaire pour obtenir un emploi urbain (ou acquérir suffisamment d'informations). L'originalité de ces modèles consiste à envisager la migration comme une réponse au différentiel de salaires rural-urbain anticipé plutôt qu'au différentiel effectif. Les individus migreront vers les villes tant que le salaire urbain anticipé n'excède pas le salaire rural. L'apparition d'un chômage urbain réside essentiellement dans la fixation par le gouvernement d'un salaire exogène trop élevé et rigide à la baisse. En conséquence, les modèles de comportement probabiliste permettent d'expliquer, à l'équilibre, la persistance d'un chômage urbain élevé et les différences de salaires existant entre régions. En terme de politique économique, ces modèles aboutissent tous à la même conclusion : des créations nouvelles d'emploi urbains ne conduisent pas forcément à une réduction du chômage (paradoxe de Todaro). L'impact final

dépend fortement de l'élasticité de la migration par rapport à la probabilité de trouver un emploi urbain.

Toutefois, de nombreuses études empiriques ont montré que les migrations ont progressé malgré l'existence de très forts taux de chômage urbain et un faible différentiel de salaires rural-urbain, ce qui semble contredire les conclusions des modèles de type Harris-Todaro. En fait, la mesure du chômage urbain n'est pas exacte car elle n'intègre pas le secteur informel qui absorbe dans certains pays du Tiers-Monde plus de 70 % des emplois. Ceci a amené les économistes à repenser les modèles probabilistes en y intégrant un secteur informel plus complexe, regroupant à la fois des emplois simples et peu qualifiés et des emplois stables et bien rémunérés (Zenou, 1995).

Cette vision de la migration est purement individualiste : chaque individu compare son revenu rural et son revenu anticipé urbain. Une autre approche récente a consisté à intégrer une vision de groupe de la décision de migration (Stark, 1991 et 1995). Cet auteur montre l'importance de la famille et du groupe social dans la décision de migrer. On rejoint là l'analyse des marchés locaux du travail. En effet, lorsque la migration se fait vers les pays industrialisés, les immigrants choisissent souvent un emploi dans des entreprises utilisant les services de travailleurs appartenant au même groupe culturel qu'eux, quand ce n'est pas dans une entreprise appartenant à un membre du même groupe ethnique. Ce choix facilite leur installation dans le pays d'accueil (problèmes posés par la langue, la culture, l'accès à l'information...), comme en témoigne la migration des Cubains en Floride, des Mexicains en Californie ou des Asiatiques en France. Dans le cas présent, la co-ethnicité est l'élément central qui impose aux employés aussi bien qu'aux employeurs des obligations réciproques attachées à l'appartenance à un même groupe culturel. Il faut cependant observer que cette main d'œuvre "bon marché" réduit les coûts liés à l'embauche que doit supporter l'employeur. Plus généralement, le travail au sein d'entreprises appartenant au même groupe ethnique semble conduire à une baisse des coûts de transaction entre firmes ; elle facilite également l'accès au capital ainsi que celle de la circulation de l'information.

Comme nous l'avons déjà précisé, on retrouve ce type de comportement dans les PED où la migration des ruraux vers les grandes villes passe, dans un premier temps, par le secteur informel : les membres d'une ethnie travaillent de manière privilégiée avec les migrants de la même ethnie. Le secteur informel peut alors être considéré comme un espace de regroupement social qui constitue un secteur d'attente en vue d'un meilleur emploi pour les migrants mais aussi un secteur de réussite pour ceux qui deviennent employeurs.

Dans les deux cas, le recours à un réseau culturel (ou ethnique) est vu comme nécessaire, du moins dans une première étape, lors de la recherche d'emplois plus stables et mieux rémunérés. La segmentation du marché du travail est due ici aux liens culturels entre travailleurs. Le phénomène courant d'enclaves ethniques illustre bien l'importance de ces liens au niveau économique. C'est dans cet esprit que ce sont développés les travaux de Stark (1991 et 1995) qui se propose d'explorer les motivations et les conséquences économiques des transferts intra-familiaux. Il montre que l'une des raisons de ces transferts est fondée sur l'altruisme dans le sens où les liens de l'individu avec son groupe seraient plus forts que son intérêt personnel. C'est en quelque sorte une opposition entre altruisme et marché qui serait le fondement de la migration : le marché donne des raisons objectives alors que l'altruisme dépasse le seul niveau économique et nous entraîne dans des considérations d'ordre plus sociologique, voire psychologique. Il faut cependant observer que la notion d'altruisme développée chez Stark n'est pas très éloignée de celle d'égoïsme. Stark montre en effet qu'un comportement de transfert, en apparence altruiste, peut être effectué pour éviter des sanctions ou pour promouvoir des motifs égoïstes, ce qui est le cas par exemple des transferts stratégiques (Rapoport, 1996). Dans cette perspective, la migration est considérée à la fois des zones rurales vers les zones urbaines mais elle recouvre également le retour des migrants vers les zones rurales. Stark montre en particulier que ces migrations de retour ont transformé les modes de production agricole. Il étudie aussi les envois de fonds ou les transferts monétaires (*remittances*) des migrants qui habitent en ville vers les zones rurales.

Ce numéro spécial de la Revue *Région et Développement* s'inscrit dans cette logique d'analyse spatiale du marché du travail. Il est donc conforme que ce numéro débute avec l'article de Jacques Thisse relatif à l'oubli de l'espace dans la pensée économique dominante. L'auteur s'interroge sur le manque d'intérêt pour les phénomènes spatiaux en science économique, alors qu'il y a une certaine reconnaissance des économistes les plus prestigieux pour cette approche. Pensons à l'article de Samuelson qui élève von Thünen (le père de l'économie spatiale) au statut des membres du Panthéon des économistes (Samuelson, 1983) ou à la quatrième édition de *La pensée économique* de Mark Blaug qui y ajoute un chapitre sur l'économie spatiale et la théorie classique de la localisation (Blaug, 1986, ch. 14). Dès lors, pourquoi une telle absence ? La réponse apportée par J. Thisse est de voir dans la rupture entre préclassiques (qui s'intéressent à l'espace), d'une part, et classiques et néoclassiques (qui abandonnent l'espace), d'autre part, une réponse aux besoins d'une modélisation rigoureuse. Il montre que l'espace entraîne des complications techniques trop importantes (comme par exemple la non-convexité des préférences et des ensembles de production) et que les théoriciens ont préféré privilégier un ensemble d'hypothèses "à profil plus bas"

qui évacuent l'espace. Il termine cependant par une note positive en montrant que le renouveau actuel de l'économie géographique, suite aux travaux de Krugman, laisse penser que cette branche de l'économie est susceptible d'acquiescer le statut d'une sous-discipline à part entière, dans la mesure où les problèmes techniques posés par l'espace peuvent être levés si on utilise d'autres modélisations du fonctionnement des marchés. Cependant, on reste loin d'une véritable théorie de l'économie spatiale du fait des problèmes techniques rencontrés (Berliant et Zenou, 1997 ; Médecin, 1997).

Les articles de Carine Drapier, Hubert Jayet et Hillel Rapoport, et de Frédéric Docquier et Hillel Rapoport sont des articles théoriques portant sur la migration. Le premier nous propose une excellente synthèse de la littérature sur les déterminants des migrations et des transferts associés pour les pays en développement en distinguant les motifs individuels des motifs familiaux. Cet article explore aussi, dans la lignée de Stark, les conséquences théoriques des migrations et des transferts pour les pays d'origine des migrants. Celui de F. Docquier et de H. Rapoport développe plus profondément une partie du précédent, à savoir la théorie de l'autosélection stratégique des travailleurs migrants. En effet, si l'on considère que les migrants sont hétérogènes en termes de productivité et que certains sont plus productifs que d'autres, il n'est pas intéressant pour tout le monde de se rendre en ville. Seuls les migrants les plus productifs migrent afin d'obtenir des emplois mieux rémunérés et de transférer des fonds importants. Dans cette perspective, les auteurs analysent les effets de cette sélection des travailleurs migrants sur la croissance économique des pays en développement. Dans une seconde étape, les auteurs compliquent le modèle en introduisant une asymétrie d'information entre employeurs et migrants sur leur appartenance communautaire. L'efficacité d'éventuels transferts s'en trouve réduite parce que les employeurs sont incapables de différencier les communautés de migrants à productivité élevée de celles à productivité plus faible. Les mêmes auteurs introduisent aussi la possibilité de migration comme travailleur indépendant et des préférences individuelles caractérisées par un certain degré d'altruisme. Là aussi les conclusions de Stark sont remises en question.

Les articles présentés par Hubert Jayet et Yves Zenou partent de la constatation que peu de modèles ont envisagé à la fois des migrations de population active et des changements de localisation d'entreprises. En effet, les modèles précédents s'intéressent uniquement à la mobilité des individus et considèrent la localisation des entreprises comme exogène. Cette lacune vient du fait que la théorie des migrations et la théorie des choix de localisation industrielle sont deux branches complètement séparées de l'analyse économique. H. Jayet nous propose en conséquence un modèle théorique abondant à la fois la question des

migrations et des choix de localisation d'entreprises, ainsi que de leurs effets respectifs dans une économie à deux régions, l'une au centre, l'autre en périphérie. De son côté, Yves Zenou présente un modèle théorique permettant d'expliquer les différences de salaires intra-urbaines. Comme Hubert Jayet, l'auteur considère simultanément la mobilité des individus et des entreprises. Il montre que l'émergence de marchés locaux du travail et de différents types de villes dépend fortement des inter-connexions entre entreprises, de la politique salariale et de la concurrence sur le marché de la terre.

Les quatre articles précédents offrent un cadre propice à l'analyse empirique. Hassen Mzali et de Riadh Ben Jelili présentent des études appliquées à la Tunisie qui se fondent toutes les deux sur les données originales d'une enquête "Mobilité internationale de la main d'œuvre tunisienne" d'envergure nationale, particulièrement adaptée à l'analyse des conditions de vie des immigrés tunisiens avant, pendant et après la migration. La première contribution propose une analyse descriptive du marché du travail, des migrations internes et internationales en Tunisie. L'article de R. Ben Jelili est plus focalisé sur le thème de l'assimilation sociale des immigrants tunisiens en Europe et leur décision de migration de retour. L'auteur définit l'assimilation sociale comme "une réduction des spécificités par les mélanges de populations et par la convergence des comportements, en général, et du comportement économique en particulier". Il montre que la réussite d'assimilation sociale des immigrés tunisiens en Europe dépend significativement et positivement de la durée de séjour et de la capacité à communiquer avec la population, des aptitudes scolaires et professionnelles et du cadre familial de l'immigré dans le pays d'accueil. Il montre aussi sans paradoxe que la probabilité de retour est nettement plus importante pour les immigrés qui se sont bien intégrés dans la société d'accueil.

Il reste à souhaiter que l'ensemble de ces travaux permettent d'avoir une meilleure compréhension des marchés locaux du travail et de stimuler des recherches théoriques et empiriques futures dans ce domaine, en particulier dans le contexte des pays en développement.

REFERENCES

- Berliant M. et Zenou Y., 1997, *Labor Differentiation and Agglomeration in General Equilibrium*, Miméo, Washington University.

- Blaug M., 1986, *La pensée économique : origine et développement*, Economica, Paris.
- Cahuc P. et Zylberberg A., 1996, *Économie du travail*, De Boeck, Bruxelles.
- Harris J. et Todaro M., 1970, "Migration, Unemployment and Development: a Two-Sector Analysis", *American Economic Review*, n° 60, p. 126-142.
- Lewis A., 1954, "Economic Development with Unlimited Supplies of Labour", *The Manchester School of Economic and Social Studies*, 22.
- Médecin J.P., 1997, "Existence of Equilibrium in a Spatial Economy", document de travail du CERSEM, Université de Paris 1.
- Rapoport H., 1996, "Altruisme et développement économique", *Sociétal*, n° 2, p. 57-60.
- Samuelson P., 1983, "Thünen at Two Hundred", *Journal of Economic Literature*, n° 21, p. 1468-1488.
- Scotchmer S. et Thisse J.F., 1993, "Les implications de l'espace pour la concurrence", *Revue Économique*, n° 44, p. 653-669.
- Stark O., 1991, *The migration of Labor*, Basil Blackwell, Cambridge (Mass.).
- Stark O., 1995, *Altruism and Beyond*, Cambridge University Press, Cambridge.
- Thisse J. et Zenou Y., 1997, *Marchés locaux du travail: quelques pistes de recherche*, Miméo, Université Panthéon-Assas.
- Todaro M., 1969, "A Model of Labor Migration and Urban Unemployment in Less Developed Countries", *American Economic Review*, n° 59, p. 138-148.
- Zenou Y., 1995, "Chômage urbain et migration dans les PVD : une approche théorique", *Revue d'Économie Politique*, n° 105, p. 293-314.
- Zenou Y., 1996, "Marché du travail et économie urbaine : essai d'intégration", *Revue Économique*, n° 47, p. 263-288.